

TOUS ENSEMBLE à 20 h. 30 AUX HORTICULTEURS...

N° 476. — Jeudi 7 novembre 1957 < PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS > HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LE PROLETARIAT

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)
SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE
ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52

Le SPOUTNIK et le MARÉCHAL

AVEC un retard de quelques jours, les sanctions politiques qui étaient prévisibles dès le début de la nouvelle crise que vient de connaître le Kremlin, ont été enfin rendues publiques. Le maréchal Joukov, hier encore ministre de la Défense de l'U.R.S.S., est exclu du Comité central et de son Présidium. Le secrétaire est chargé de trouver un autre poste pour le camarade Joukov, et annonce la résolution votée par le C.C. Mais, pour le moment, aucune affectation nouvelle n'a été donnée au « glorieux » maréchal qui reste... sans lois.

LA MISE AU PAS DE L'ARMÉE

Couvert par la nouvelle du lancement du deuxième et satellite artificiel de la terre et par le fracas des tanks roulant vers le paradé militaire du 7 novembre, ce limogeage est passé presque inaperçu. Il révèle pourtant toute l'ampleur de la crise sans issue dans laquelle se débat la bureaucratie russe, et dont l'origine se trouve dans les difficultés d'ordre intérieur. A l'étape présente, l'Armée sous batte de l'épreuve et ne semble pas devoir reconquérir à brève échéance les positions qu'elle s'était lentement assurées depuis la mort de Staline. Dans l'affaire, Khrouchtchev a su utiliser avec succès à des fins personnelles les oppositions entre les chefs militaires et à isoler ainsi leur porte-parole le plus autorisé. Sa position se trouve, de ce fait, renforcée aux yeux des dirigeants du parti.

Mais si la mise au pas de l'Armée est aujourd'hui complète, il n'en reste pas moins que le Parti a dû composer avec elle. La résolution du Comité central n'accuse pas Joukov d'avoir eu une attitude « antiparti », comme Malenkov ou Molotov. Le maréchal s'est contenté de « voler grossièrement les principes du Parti, les principes légitimes de direction des forces armées. Il n'a pas répondu à la confiance que lui accordait le Parti ». Conservant néanmoins son bâton... de maréchal, il n'a, somme toute été hétérogène ni au Parti, ni au pays. Sa faute, si grave qu'elle soit, a été après tout que de ne pas répondre à la confiance que lui accordait le Parti ». La défaite subie par l'Armée apporte également la confirmation qu'aucun groupement de la bureaucratie : caste des officiers, chefs d'entreprises, fonctionnaires centraux, dirigeants de kolchozes, et est capable, à lui seul, de promouvoir une politique autonome de clan. Car un lien unique rattache les bureaucraties entre eux. Ce lien est la position sociale de caste privilégiée s'opposant aux intérêts vitaux du peuple qu'ils occupent dans la société soviétique.

Aujourd'hui, réaffirmant la primauté du Parti signifie, pour les bureaucraties, leur volonté délibérée de se servir autour de leur appareil de police politique pour faire front aux revendications populaires de justice sociale et de liberté.

LE SPOUTNIK ET LE MARÉCHAL

Le parti a repris sous son contrôle l'exploitation politique qui lui peut tirer du lancement des spoutniks, enlevant ainsi à l'Armée toute possibilité d'exploitation de ce succès technique à des fins propres.

Mais quel usage s'impressionne-t-il d'en faire ? Au moment même où sa supériorité incontestée dans le maniement de la fusée intercontinentale rétrograde lui permettrait enfin de faire connaître ouvertement sa résolution d'aider les peuples opprimés à conquérir leur liberté et le prolétariat des pays capitalistes à monter à l'assaut de leur système d'exploitation, la bureaucratie s'impressionne de normaliser ses rapports avec la Turquie, rejetant, selon la coutume turque, la responsabilité « de tendances à l'aventurisme dans la conception des tâches de politique étrangère » sur Joukov au moment même où, par une heureuse coïncidence, la Syrie abandonne sa plainte à l'O.N.U.

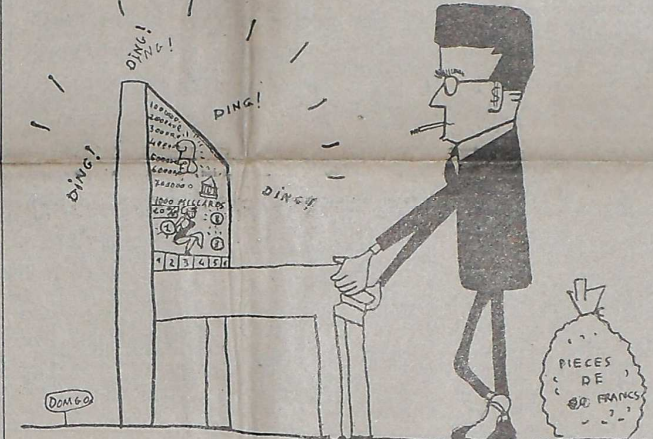
Alors que la projection dans le royaume de l'apesanteur de « Fri-

GAILLARD : la guerre continuera les prix monteront les travailleurs paieront

A PRES plus d'un mois de crise ministérielle, Félix Gaillard, ministre des Finances du gouvernement démissionnaire, a formé son gouvernement et sera sans aucun doute investi. Il a réussi le « miracle » d'unir modérés et socialistes, après les investitures manquées de Pinay et de Guy Molle. Il est parvenu à rassembler sur son nom l'unanimité des radicaux, ce qui est un tour de force.

Ainsi, de jeune et fringant, ministre des Finances prend un brillant départ, parlementairement s'écriant. Mais il faut bien comprendre que cette unanimité autour de lui, ces « succès personnels » ne signifient pas grand-chose.

Certes, et cela est important, Félix Gaillard a trouvé facilement, bourgeoisie française, les divisions des couches dirigeantes de ce pays ne se sont pas atténuées au cours de cette crise ministérielle, et que la solution de cette dernière n'a rien à voir avec leur solution. Le gouvernement Gaillard, en dépit du fait qu'il bénéficiera à sa naissance de l'une des plus fortes majorités de la législature, en dépit du fait qu'il remplit sur les bancs du gouvernement, pour la première fois depuis 1901, socialistes et modérés, n'est en rien un véritable « Gouvernement d'Union Nationale ». Un tel gouvernement supposerait un programme, des réponses acceptables par tous les participants aux grandes questions qui déchirent la bourgeoisie française. Or la particularité première du gouverne-



Le technicien à pied d'œuvre

ment Gaillard, c'est de n'avoir aucun programme.

Sur l'Algérie, Gaillard est resté pratiquement muet ; il se contente de dire qu'il contribuera la politique Lescroix et qu'il présentera à nouveau une « loi-cadre ». Pratiquant la politique de l'autruche, les politiciens ont préféré pendant cette crise oublier l'élément qui la déterminait, la guerre de direction et d'orientation de la bourgeoisie française.

On s'est beaucoup interrogé sur l'attitude du parti socialiste : participera-t-il ou ne participera-t-il pas ? Finalement, comme on sait, le Conseil National de la S.F.I.O.

André BRETON,

à qui nous avions demandé de participer au meeting du 40^e anniversaire, regrette que son état de santé ne lui permette pas. Il s'efforcera de nous adresser un message écrit.

Alfred ROSMER,
qui, plus que tout autre dans le mouvement ouvrier français, était qualifié pour parler de la révolution d'octobre, nous adresse la lettre suivante :

« J'ai attendu jusqu'à ce soir pour vous répondre ; il m'était pénible de donner des réponses négatives aux trois propositions amicales que vous me soumettiez.

Cependant, je dois m'y résoudre. Participer à la réunion était exclu ; mais même le message n'est pas possible ; je ne pourrais décidément rien faire de convenable.

Je suis pris par un travail qui m'accapare — la suite de mon « Mouvement ouvrier pendant la guerre » — et auquel il me faut consacrer toute la capacité de travail dont je puis encore disposer ; elle est réduite, et trop capiteuse pour me permettre de l'utiliser non gré.

Même après le 40^e anniversaire, octobre restera toujours actuel, et quand je serai « libéré », je serai bien désireux et impatient d'en parler à mon tour, après que tant d'« historiens » auront montré qu'on déforme et qu'on falsifie ici aussi bien qu'à Moscou. »

BENSID, RENARD, MONNIER et KADER doivent être libérés sans délai

ABDERRAHMANE BENSID, secrétaire général du Bureau provisoire de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens.

Kahdri Abdel Kader, dirigeant de l'U.S.T.A., et avec eux

Daniel Renard, membre du Bureau politique du P.C.I. (trotskyste) et Claude Monnier, militant trotskyste, ont été arrêtés et sont emprisonnés depuis le 1^{er} novembre.

Ainsi, toute une série de dirigeants de l'U.S.T.A. sont assassinés, le dernier en date, le secrétaire général de l'U.S.T.A., Ahmed Bekhat, tombe sous les balles de ceux qu'à juste titre l'organisation syndicale algérienne qualifie de tueurs, le camarade Abderrahmane Bensid est désigné pour remplacer Ahmed Bekhat, lui, comme ses camarades, sont menacés de mort.

ET LA POLICE ARRETE BENSID !

Avec lui, un autre dirigeant de l'U.S.T.A. et deux militants ouvriers français de notre parti.

Qui, nous revendiquons l'honneur d'apporter notre appui aux militants de l'U.S.T.A., menacés de mort parce que militants syndicalistes ouvriers ; nous, trotskystes :

— qui avons vu des milliers de nôtres et, en premier lieu, Léon Trotsky, compagnon de Lénine, tomber sous les coups de ce gang de tueurs que Staline a forgé à la Guépéou ;

— qui avons toujours condamné l'emploi des méthodes de gangsters pour régler les divergences au sein du mouvement ouvrier.

Ce faisant, nous sommes parfaitement conscients que notre action s'intègre dans toute la tradition de l'Internationalisme ouvrier. Elle est un des facteurs essentiels qui préserve les possibilités d'entente fraternelle entre la classe ouvrière algérienne opprimée et la classe ouvrière française exploitée. Pour cette raison, la lutte pour la libération des dirigeants de l'U.S.T.A. Bensid et Kader, pour la libération des trotskystes Renard et Monnier, est une lutte qui intéresse au premier chef toutes les organisations ouvrières et démocratiques, tous ceux qui reconnaissent à la classe ouvrière algérienne le droit de combattre pour son émancipation sociale et pour sa liberté ; tous ceux qui comprennent qu'en apportant leur appui à l'U.S.T.A. pour protéger ses dirigeants de l'assassinat, les trotskystes n'ont fait que leur devoir le plus élémentaire de militants ouvriers.

Pierre LAMBERT.

Des militants sont arrêtés... IL FAUT ASSURER LES FRAIS DE LEUR DÉFENSE

Il faut soutenir leurs familles

SOUSCRIVEZ CONTRE LA REPRESSION !

84, rue de Grenelle
Métro : BAC

Pour le 40^e anniversaire d'octobre 17

Avec : Gérard BLOCH, Yves DECHEZELLES, Claude LEFORT, Charles LEMOINE et Peter FRYER, ancien correspondant du "Daily Worker" à Budapest.

Une enquête de Louis HOUDEVILLE

XII. - ESQUISSE D'UNE SOLUTION

ASTÉ et complexe, le problème du logement exige une solution minutieuse et détaillée. Nous ne pouvons ici que dégager les grandes lignes de ce qui, à nos yeux, pourrait constituer cette solution. C'est dans l'ordre que nous présentons dans l'ordre un certain nombre d'aspects particuliers ou de points secondaires. Nous croyons en effet plus important de dégager les grandes lignes de ce qui peut devenir une plateforme d'action plutôt que de décrire avec précision des aspects techniques qui ne peuvent aucunement servir à la mobilisation des masses populaires.

UTILISATION DE L'HABITAT EXISTANT

Inhérent au régime, la crise du logement présente des aspects contradictoires. Un côté, logements insuffisants, surpeuplement de l'entre-logements libres, résidences secondaires; un demi-million de logements vacants furent recensés entre le 10 et le 30 mai 1934. D'un autre côté, logements insuffisamment occupés. Soit presque UN MILLION DE LOGEMENTS VIDES. Par ailleurs, H.S.S.E.E. estime que 1.000.000 LOGEMENTS SONT INUTILISÉS OCCUPÉS.

Par contre, les « faibles » sont victimes du surpeuplement. Le pourcentage de logements surpeuplés selon la catégorie sociale de l'occupant est de :

Table with 2 columns: Category and Percentage. Rows include: pêcheurs (25.6%), salariés agricoles (23.1%), ouvriers (21.8%), employés (12.9%).

Tous les locaux vides ne sont certes pas utilisables. Il y a en certaines vastes et abandonnées qu'il est impossible de remettre en état d'habitation. De situations géographiques d'une autre fraction (logement de tout centre industriel ou commercial) rend leur utilisation impossible pour les familles ouvrières. Une proportion est située près des grands centres; la région parisienne a elle seule compte 30.000 logements libres et résidences secondaires. Quant aux appartements inoccupés, ils sont légion.

La mise en œuvre d'une politique des urgences exige donc la réquisition immédiate de tous les locaux vacants et leur attribution aux familles inscrites sur les fichiers de mal-logés. De même pour les locaux inutilisamment occupés, une réquisition partielle est une nécessité.

NE PAS AUGMENTER LE NOMBRE DES SANS-LOGIS

Le loi du 1^{er} septembre 1948 est à l'origine de milliers d'expulsions. Ses articles 18 et 20 permettent au propriétaire d'un appartement d'exercer un droit de reprise à son profit, ou à celui des descendants ou ascendants. Pourtant, il est possible de limiter et de dominer ce droit de reprise, de limiter les expulsions; l'appartement acheté « occupé » pour 300 ou 400.000 fr. est revendu à 100 ou 150.000 fr.

Il s'agit donc de mettre un terme à ces pratiques. La loi doit être modifiée. Elle doit proclamer PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT SUFFISANT. Il ne s'agit pas d'interdire toute expulsion, mais de limiter celle-ci à 15 mètres en raison du droit. Une expulsion est aussi dramatique que la mise à l'abri des occupants d'un seul appartement! Il nous semble normal qu'un propriétaire qui désire jouir personnellement de son bien ait le droit de réoccuper son logement. Cette obligation mettrait un terme aux procédures d'expulsions cahutes presque toujours sous des motifs vagues ou fantaisistes, une volonté de lucre éhémère.

RETABLIR LES SERVICES MUNICIPAUX DU LOGEMENT

En 1943, pour lutter contre les effets de la crise le législateur institua les « SERVICES MUNICIPAUX DU LOGEMENT ». Leur nombre s'éleva à 168. Aujourd'hui, il n'en reste que 50 dans 31 municipalités. Des villes comme Lille, Nantes ou Bordeaux ont vu leur logement être aussi dirigé que dans la région parisienne en sens dépourvu.

Le rôle de ces services, s'il n'est pas miraculeux, est néanmoins important. Le S.M.L. en même temps qu'il tient à jour le fichier des mal-logés et des sans-logis, recense les locaux vacants et inutilisamment occupés; il en établit le fichier. Son existence interrompt toute démolition (sauf le cas de péril imminent) ou changement d'affectation sans le consentement des occupants. Les nouvelles locations ne peuvent être consenties qu'à des personnes justifiées d'une occupation antérieure des lieux. Sinon l'article 33 du code de l'urbanisme et de l'habitation donne pouvoir au S.M.L. de réquisitionner les locaux.

De plus, le S.M.L. est assisté d'un comité consultatif de logement comprenant entre autres deux représentants des familles et un des locataires. Quatre membres représentant les activités ou les intérêts locaux peuvent y être joints. Les mal-logés ont donc la possibilité de s'y faire entendre. Le S.M.L. — si les mal-logés et les militants de l'occupation-logement savent l'utiliser — constitue un moyen d'instaurer le logement dans la vie politique municipale. Il permet de contrôler les dépenses, de dénoncer les scandales, de souligner les carences (en matière de constructions municipales H.I.M. par exemple). Et si l'action est un ministère ou un parlement est difficile l'action sur une majorité municipale. Il faut moins : les électeurs sont tout proches, les responsabilités plus précises.

Abattre les ILOTS INSALUBRES

Chaque grande ville possède ses îlots insalubres. Paris en compte 17 délimités, étudiés, promus à la pioche depuis 1891. Mais un seul d'entre eux a été rasé, la première guerre mondiale; de nombreux cas de peste découlés dans l'île 9 (17^{ème} arrondissement) en faisant un foyer de contagion. Des situations géographiques de ce genre pourraient y être évitées.

Leur démolition s'impose. Alors que 180.000 personnes s'entassent dans les îlots parisiens, un nombre plus important pourrait y vivre dans des logements sains. Des espaces verts, des écoles pourraient y être édifiés.

(SUITE PAGE 3)

La gauche anglaise, un an après Suez et la Hongrie : II - LES "FORUMS" DE DISCUSSION

On peut dire qu'approximativement la moitié de ceux qui ont quitté le Parti Communiste britannique depuis le célèbre 20^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique ont abandonné (pour le moment en tout cas), toute activité politique. Les autres ont pris part, entre eux ou avec d'autres marxistes à des discussions vivantes, parfois passionnées, qui se répétaient souvent mais qui étaient toutes utiles. Le cadre principal de ces discussions a été les « Forums », qui se sont formés spontanément depuis plus d'un an et qui continuent à se créer encore aujourd'hui, à un rythme naturellement plus lent. Les victimes de soudaines et brutales relations sur le véritable caractère du stalinisme, incapables de faire disparaître plus longtemps par les vertus du simple raisonnement leurs « doutes » et leurs « difficultés » comme on se plaisait à les appeler paternellement, cherchaient la vérité dans l'air net et vivifiant d'une discussion libre.

Pour nombre d'entre eux, ce fut un choc de se voir, après des années d'engagement intellectuel volontaire et de volontarisme, se voir en fait vers des solutions « drolières ». Certains d'entre eux étaient encore une fois dans les « et trouvaient » écoles de Strachey et d'autres Bernstein fort venus. D'autres ont, au contraire, découvert que le capitalisme contemporain n'est pas un havre contre les tempêtes de la lutte de classes, que le rejet du stalinisme n'est pas un acte négatif, mais signifie un véritable tournant socialiste, tout au contraire un abandon du marxisme, une étude profonde et un retour à celui-ci, dans le domaine de la théorie comme dans celui de la pratique. Même si les Forums de discussion n'avaient eu aucun résultat, ils seraient demeurés utiles au moins parce qu'ils ont permis à des centaines d'entre nous (mais non à tous) d'accéder à une section de la bibliothèque marxiste qu'ils n'avaient jamais osé visiter auparavant. Certains en ignorant jusqu'à l'existence, pour d'autres qu'ils n'avaient jamais osé visiter que ces livres interdits, que cette pornographie politique que l'on désignait du nom générique de fasciste étaient une des parties les plus riches de la littérature socialiste. Ils ont également appris que leurs auteurs étaient des hommes qui au moment où ils écrivaient la plus sombre avaient compté sur les applications de la méthode marxiste. Ils ont appris que leurs auteurs étaient des hommes qui au moment où ils écrivaient la plus sombre avaient compté sur les applications de la méthode marxiste. Ils ont appris que leurs auteurs étaient des hommes qui au moment où ils écrivaient la plus sombre avaient compté sur les applications de la méthode marxiste.

LE SPOUTNIK ET LE MARECHAL

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE) C'est Khrouchchev qui représente le mieux, aujourd'hui, cette tentative de « retour à la normalité » politique du mouvement. C'est lui qui semble avoir la plus conscience de cette nécessité pour la bureaucratie de prendre des voix nouvelles. S'adressant, en juillet dernier, aux écrivains et artistes, ne leur a-t-il pas déclaré à propos de la décision prise de décentraliser l'économie : « Qui-ques-uns se sont dressés contre ce projet. C'est là une défense du passé. Les vieilles méthodes sont pratiques. On est habitué à elles, mais ce qui est permis doit être brisé. Nous ne pouvons pas continuer à vivre comme par le passé ».

LA CRISE ECONOMIQUE DEVIENT PERMANENTE

Tant qu'il s'est agi de maintenir ses privilèges en noyant dans le sang toute velléité de résistance, la bureaucratie russe a pu, grâce à l'expérience irremplaçable de Staline dans ce domaine, maintenir son pouvoir. Mais, depuis la mort de Staline, elle n'est plus en état de persévérer dans cette voie. Car la contradiction sur laquelle est bâtie son existence, fait d'elle un phénomène social, est trop certaine, mais historiquement épisodique. D'un côté, elle ne peut survivre qu'en poussant au développement continu — dans le domaine de la production, de la consommation, de la culture, de la vie sociale — des forces productives s'appuyant sur la planification, d'un autre côté, elle ne peut maintenir son pouvoir que s'opposant aux effets directs qui découlent de l'industrialisation, c'est-à-dire aux exigences sans cesse accrues, des masses populaires, en matière de plus impatience de vivre dans le bien-être et la liberté.

Aujourd'hui, le niveau atteint par l'économie soviétique, la bureaucratie russe à modifier les méthodes de sa gestion pour mieux normaliser sa situation de caste privilégiée. Les éléments les plus conscients de la planification à un niveau plus élevé, s'opposent à ce que l'on continue à poursuivre à un niveau plus bas.

Et aussi : « En s'accrochant au passé on ne peut aller plus loin ». C'est-à-dire la domination de la bureaucratie sur le prolétariat.

Il conclut enfin : « Il faut reconnaître que les éléments scholastiques et livrés sont vivaces, et qu'ils font obstacle à tout développement. Les porteurs de ces conceptions ont peur de tout ce qui est neuf, ils crèvent et s'agitent, perdant la faculté d'analyser et de comprendre. Ils ne comprennent la nécessité des nouvelles mesures dictées par le développement de la société ».

Khrouchchev a donc partiellement abandonné tout projet de réforme, de passage, de peur de « tout perdre », et que la survie de la bureaucratie russe n'est possible que si les responsabilités de la gestion sont partagées à tous les échelons de la caste privilégiée. Les mesures de décentralisation de l'économie prises en juin dernier par la division du pays en régions économiques devaient répondre à cette pré-

contemporains, que le mouvement ouvrier a à affronter. J'écrirai plus tard sur cet aspect de la question.

Pour en revenir aux forums, il faut dire que d'une façon générale il s'agit d'un groupe de quinze à vingt personnes qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

A Londres, principalement dans le milieu étudiant, on connaît un développement analogue bien qu'il soit différent en ce qu'il n'a pas de caractère privé et spontané. Il s'agit du regroupement organisé autour de « Universities Review », une nouvelle publication qui, bien lancée, connaît un assez grand succès et qui représente assez fidèlement la situation de fermentation actuelle dans la gauche « intellectuelle ». C'est son caractère négatif, qu'il partage d'ailleurs avec « The New Reasoner » (2) qui est fait de ce refus d'abandonner la lutte ou de rejeter le marxisme naïf, que l'on trouve dans ces colonnes. Le « Club » patronné par cette revue voit ses réunions suivies par deux à cinq cents personnes, des étudiants en majorité.

Cela traite de sujets controversés, l'ambiance est tendue et passionnée de ce club rappelle les réunions enthousiastes des années trente et au moment de la guerre d'Espagne. On y traite de sujets controversés, l'ambiance est tendue et passionnée de ce club rappelle les réunions enthousiastes des années trente et au moment de la guerre d'Espagne. On y traite de sujets controversés, l'ambiance est tendue et passionnée de ce club rappelle les réunions enthousiastes des années trente et au moment de la guerre d'Espagne.

Les militants qui s'opposent à ce que les forums se pétrifient en une « organisation » ont fait entendre dans les Forums à Londres les buts des Forums (à Londres en tous cas) qu'il faut donner à ces Forums, qu'il faut donner à ces Forums, qu'il faut donner à ces Forums.

IL N'Y A PAS D'ISSUE BUREAUCRATIE

Le limogeage de Joukov n'est qu'un épisode dans la lutte désormais incessante qui s'est installée dans les rangs de l'élite dirigeante du Kremlin. Celle-ci subit désespérément contre cette nécessité vitale pour elle de décentraliser la vie économique et culturelle, les tentatives de la direction centrale qui l'étouffe; et contre l'impossibilité dans laquelle elle se trouve de prendre ces mesures qui sont ses seules chances de survie. Bien mieux même l'histoire de l'histoire fait que ses tentatives dans cette voie s'accompagnent de la centralisation continue de son pouvoir politique dans les mains d'un seul : Khrouchchev.

Mais toutes les tentatives de celui qui a fait depuis quatre ans maintenant de tels efforts désespérés pour maintenir, contre le marche de l'histoire, les privilèges sociaux d'une caste parasitaire condamnée seront vaines devant l'assaut que les masses soviétiques s'approprient à donner au pouvoir de la bureaucratie.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

« Les forums », qui se réunissent dans un local privé, toutes les semaines, pendant quinze jours pour y discuter en toute liberté, et tenter d'y apprendre à travers le dialogue les différents points de vue.

DANS LES MINES

Après la défaite de 1948, EFFORTS DE SUBSTITUTION DES OUVRIERS

2.500 francs pour le lampiste, 100.000 francs pour le directeur !

Le gouvernement Gaillard vient de parachuter l'œuvre de Mollet et de Bourges en donnant aux « échelles latentes » de la hiérarchie de la fonction publique (les plus hauts fonctionnaires) des « redressements » qui marquent (moyenne d'augmentation mensuelle) 50.000, atteignant plus de 100.000 fr. pour les généraux, hauts magistrats et Directeurs de Ministère).

Ainsi, dans le fameux plan de reclassement réalisé selon les promesses du « socialiste » Mollet, le lampiste du coefficient 100 aura en 2.500 fr. d'augmentations mensuelles, cependant que les secrétaires dévoués et régimes (généralistes, magistrats, directeurs, etc.) ramasseront des 50 à 100.000 fr. Naturellement, et quoi qu'il en préside, les parlementaires, pâles exécuteurs des volontés capitalistes, auront aussi leurs trente deniers de « représentants du peuple » !

Une telle situation, qui, après plus d'un an de palabres et manœuvres bureaucratiques des syndicats est hors de la portée de justice qui condamne à la misère la masse des fonctionnaires (au coefficient 200 l'augmentation, en 18 mois, n'atteindra que 5.000 fr. au 1er-1-58), alors qu'elle comble (100 % d'augmentation) pour le pouvoir (les colonies) les hauts fonctionnaires, larbins du pouvoir, soulève la révolte et le dégoût des travailleurs.

Il se trouve que, après un an de tergiversations et de contorsions, dont nous avons précédemment entretenu nos lecteurs, le « socialiste » (C.F.G.E.), C.G.T. (U.G.F.F.), C.F.T.C. et F.E.N. (Autonome), se sont mis d'accord pour adresser un « ultimatum » au présent, au futur président du Conseil. Ce réclame cet ultimatum ? Vingt mille francs ANNUELS de plus pour le lampiste (soit 1.600 francs par mois), qui seront réversibles, c'est-à-dire qu'il apportera PLUS DE DIX MILLE FRANCS PAR MOIS au simple coefficient 650 ! « TOUJOURS LA MISERE POUR LA BASE ET LES MOYENNES ECHELLES. TOUJOURS PLUS DE SUPERIEUR POUR LES HAUTES SUPERIEURES ». Telle semble être la devise « conservatrice » et socialiste, à laquelle sont toujours fidèles les directions syndicales, par peur d'ébranler les « états » du régime autant que pour rallier « ses élites » !

Quel succès mobilisateur peut avoir une telle plateforme ? Nous répétons une fois de plus que quel que soit le degré de besoins des syndicats et que par là, elle postule le recours à d'autres objectifs. Les syndicats, et tous les autres aussi, sentent que ce que réclame F.O., F.E.N., C.G.T., C.F.T.C. pour le coefficient 650 LES DIX MILLE FRANCS MENSUELS — doivent être donnés à tous également, du point 100 au point 650.

Tous pensent que cette hiérarchisation des 220.000 fr. annuels même assortie de 7.000 fr. de garantie comme le « sursus », discrètement pour avoir l'air de répondre aux besoins des masses de l'U.G.F.F. et socialiste, à dire aux besoins minima des masses, à leur aspiration à un minimum de justice sociale. « BEETSTEACK D'ABORD POUR TOUS » exige cette masse d'exploités toujours tondus au plus court.

Puisque LES 10.000 fr. MENSUELS vous semblent bons pour les cadres moyens et supérieurs, ils sont plus indispensables pour ceux qui voient dépérir leur famille dans la misère des traitements de 30 à 45.000 francs. Puisque des « progressions de carrière » aussi intéressantes sont, d'après vous, seules susceptibles d'encourager les élites à votre régime à participer à son fonctionnement, les jeunes qui « crévent » des années dans les bas échelles exigent, avec tous les dix mille francs qui leur permettent d'éviter tout juste le désespoir.

Assez de misère pour les travailleurs de la Fonction Publique, assez des systèmes de hiérarchie « écorçant au luxe du sommet, ou plâtrés au profit des carriéristes sans scrupules, les immenses besoins des laborieuses de la base. LES DIX MILLE FRANCS POUR TOUS IMMEDIATEMENT SEIGNEURS EN ALGERIE, COMME MESURE CONSERVATRICE PAR TOUS LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS. Peu importe que cela permette non la survie, mais la corruption et de misère. Déjà aussi se profile une seconde exigence : un salaire de base décent sur une hiérarchie contrairement réduite. Cette idée fait son chemin... R. ARTAUD.

LA CRISE DE L'F.L.N.

Il est visible que les dirigeants du F.L.N. sont actuellement en plein désarroi. Les discussions contradictoires de Yazid, un jour abandonnées au préalable de la reconnaissance du droit à l'indépendance, le lendemain démentant ses déclarations de volonté communiqué de Tunis réaffirmant ce préalable, puis immédiatement après la déclaration de F. Abbas s'adressant à l'impérialisme français : « Fais un pas vers nous, nous en faisons un de notre côté » ; la franchise de mesures déclinées sur l'ordre de Yazid, Abbas et Cie, visant à l'attribution des militants du M.N.A. et de l'U.S.T.A., tous ces faits, et de nombreux autres, démontrent qu'au sein de la direction du F.L.N. se sévit une crise très grave. Quels en sont les fondements ? Le préalable de la reconnaissance du droit à l'indépendance n'a rien à voir avec une position de principes intransigeante. Il s'agit en fait que de la reconnaissance de l'impérialisme français d'octroyer une indépendance contrairement réduite, et que dans un avenir indéterminé.

CHEMINOTS : UN OS A RONGER

La direction générale de la S.N.C.F. vient de décider, à la Commission mixte du statut, le 31 octobre, d'attribuer une somme équivalente à un dixième de la prime de fin d'année.

Car elle ne peut quand même pas dire que c'est une victoire... Dans le dernier numéro de La Vérité, nous avons écrit que la Commission de la Tribune libre du Métro expliquant que les dirigeants syndicaux ont obtenu une augmentation de salaires pour chaque dépôt ou atelier.

Car elle ne peut quand même pas dire que c'est une victoire... Dans le dernier numéro de La Vérité, nous avons écrit que la Commission de la Tribune libre du Métro expliquant que les dirigeants syndicaux ont obtenu une augmentation de salaires pour chaque dépôt ou atelier.

Le 4 grève de 1948 a marqué un tournant important dans l'évolution de la situation des mineurs (1). La traïson des uns qui jansénistes avec la commission de la Fédération, et de la direction des houillères, le mot d'ordre de reprise du travail, alors que, depuis trois semaines, la lutte était engagée dans l'unanimité la plus complète, et que les pouvoirs publics aux abois avaient recouru au coup de force du 25 octobre en faisant entrer le bassin minier par des divisions extérieures ; le refus des autres, de la direction des Syndicats et de la Fédération, et sous-Sol O.G.T. de demander à la C.G.T. de faire appel aux ouvriers des autres corporations pour appuyer le mouvement des mineurs, à seule fin d'en amener la conclusion victorieuse, firent que les mineurs, malgré un courage admirable, furent contraints de reprendre le chemin de la mine avec, pour résultat, quelques miettes arrachées au cours de pourparlers séparés entre Laocost et les représentants C.F.T.C. et F.O. Rien de substantiel ne fut obtenu. La question du respect de la loi du statut du 13 mai 1948, écartée et, mieux, cet article fut considéré comme nul et non avenu.

C'est dire que la position purement théorique des mineurs au point de vue des salaires, par rapport aux autres corporations, n'était même plus respectée, mais laissait la place au non vouloir des directions des fosses qui s'efforçaient de mettre à exécution le plan d'investissement dressé depuis que l'impulsion des ministres leur avait laissé le champ libre. A la place d'un salaire conventionnel garanti, on appliqua le travail à la tâche et les salaires variant selon les conditions d'exploitation des chantiers, c'est-à-dire que les ouvriers, dans leur travail, sont le merci du bon vouloir de l'ingénieur chargé des prix de tâche qui paie souvent à la tête du client. On constate, en 1957, que des mineurs gagnent moins qu'en 1948, alors que généralement à l'heure de travail, on considère, ce qui permet à la direction des houillères de critiquer les représentants C.F.T.C. et F.O. Rien de substantiel ne fut obtenu. La question du respect de la loi du statut du 13 mai 1948, écartée et, mieux, cet article fut considéré comme nul et non avenu.

Le chef de groupe de Valenciennes comme étant le plus typique et le plus connu pour nous. En 1948, dans les premiers mois, le rendement individuel se situait entre 320 et 410 kilos ; en 1949 il était de 230 à 320 kilos ; en 1950, il atteignait 1.292 kilos pour atteindre 1.481 kilos au mois de juillet 1957. C'est dire combien d'efforts il faut aux mineurs pour arriver à ce résultat. Résultat qui n'a pas été atteint sans graves conséquences pour les mineurs car, pour un effectif de 11.019 unités au fond de la mine, il y a eu 423 accidents en 1957, dont le chiffre temporaire moyenne de 16 jours ; en 1958, les accidents morels sont nombreux, la situation fait de ravages étonnants dans les rangs des mineurs.

Rendons compte de ce chiffre de 9.500 blessés sur 11.019 ouvriers, ce qui représente 86 % de blessés. Ce pourcentage se situait avant guerre entre 30 et 35 %, et n'avait jamais atteint ce chiffre. Ce pourcentage est le résultat d'une concurrence directe de la surexploitation à laquelle sont soumis les mineurs. Il n'existe plus de sécurité au fond de la mine, et l'une des raisons de cet état de choses, c'est la concentration poussée à l'extrême suivant le plan établi par les techniciens pour les services avaient été requis par l'équipe ministérielle au pouvoir en 1948-1949 : c'est équipe, par un travail psychologique de tous les instants, par la parole, par l'écrit, à préparer le terrain pour la mise en application de ce plan qui se réalise aujourd'hui dans des conditions épouvantables pour les mineurs.

En 1948, toujours dans le groupe de Valenciennes, il y avait 17 puits en activité, en 1957, 7 seulement restent en activité, 10 puits ont été fermés en 10 ans. Le chiffre des départs politiques du 13 mai en 1948, pour 11.600 en 1957. Une constatation s'impose, c'est que la, avec 14.300 ouvriers, le tonnage extrait était de l'ordre de 10.080 tonnes en 1948 et, en 1957, avec 11.600 ouvriers en moins, le tonnage extrait se monte à 12.150 tonnes. Les pertes de production, soit 3.000 ouvriers en moins, le tonnage extrait se monte à 12.150 tonnes. Les pertes de production, soit 3.000 ouvriers en moins, le tonnage extrait se monte à 12.150 tonnes.

Le gouvernement Gaillard ne permet pas à la bourgeoisie d'apporter le moindre coup de solution à ces véritables problèmes de domination, de la bourgeoisie, par la direction du F.L.N. et de l'U.S.T.A. En ce sens, il sera le gouvernement de la terre d'Algérie, de la résistance sarlante, de l'arbitraire, de la terreur, comme aussi symbolisera le maintien de Laocost.

Le gouvernement Gaillard ne permet pas à la bourgeoisie d'apporter le moindre coup de solution à ces véritables problèmes de domination, de la bourgeoisie, par la direction du F.L.N. et de l'U.S.T.A. En ce sens, il sera le gouvernement de la terre d'Algérie, de la résistance sarlante, de l'arbitraire, de la terreur, comme aussi symbolisera le maintien de Laocost.

Le gouvernement Gaillard ne permet pas à la bourgeoisie d'apporter le moindre coup de solution à ces véritables problèmes de domination, de la bourgeoisie, par la direction du F.L.N. et de l'U.S.T.A. En ce sens, il sera le gouvernement de la terre d'Algérie, de la résistance sarlante, de l'arbitraire, de la terreur, comme aussi symbolisera le maintien de Laocost.

Les représentants de la bourgeoisie ne sont que théoriques : s'il y a bien une augmentation du coefficient, on arrive astucieusement, au bout de la quinzaine, à diminuer le prix de tâche pour réduire les ouvriers à travailler plus s'ils veulent profiter de l'augmentation des salaires.

Mais la misère physiologique a fait de tels ravages chez les mineurs qu'ils ne peuvent pas résister, jour après jour, objectivement, que si un contrôle sérieux était fait, il n'est pas de mineur qui ne soit proposé à la réforme ou inapte à tout travail de fond. Le tableau n'est pas beau, et les chiffres de la sécurité sociale sont là pour prouver la véracité de ce que nous avançons. Il est temps de mettre un terme à cette terrible situation. Il faut donner les 40 heures par semaine aux mineurs, qui ont très bien compris toute l'importance de cette revendication. Elle doit aboutir et être mise en application sans délai, à la fois, avec la diminution des salaires, mais, de plus, il faut exiger une revalorisation complète des salaires, avec la suppression de la pénalité du travail des mineurs, et à partir duquel seraient élevés les prix de tâche pour empêcher les ingénieurs de continuer leur danse du scap contre les mineurs.

Le 7 octobre, les mineurs ont débatté à 80 % environ, et ceci malgré l'absence de la C.F.T.C. et de F.O., c'est dire que les problèmes revendicatifs, et surtout la revendication des 40 heures sont touchés profondément. Il est possible sur cette base de grouper l'ensemble des travailleurs algériens à réaliser l'unité pour l'action. Mais les mineurs doivent se souvenir de leur caractère d'hommes politiques qui ont eu lieu chez eux, pour assurer une issue victorieuse à leur lutte, ils doivent se rendre compte que les comités de base qui constituent des comités de base ouvriers, tous les syndicats et tous les comités de base, indépendants qui sont les plus nombreux. Ils doivent prendre leurs affaires en main, suivant les indications de Guy Mollet, les dirigeants majoritaires du parti socialiste ont toujours utilisé l'argument que nous évoquons plus haut ; à la crainte de bloquer les rangs du système « Guy Mollet » Laocost, qui comptent sans doute parmi les plus nombreux, ils ont peur de l'impérialisme. Non qu'ils soient par principe opposés à tout essai de règlement d'un moment à l'autre, mais l'impérialisme. Mais la politique dite de la « pacification » est leur œuvre.

Le 7 octobre, les mineurs ont débatté à 80 % environ, et ceci malgré l'absence de la C.F.T.C. et de F.O., c'est dire que les problèmes revendicatifs, et surtout la revendication des 40 heures sont touchés profondément. Il est possible sur cette base de grouper l'ensemble des travailleurs algériens à réaliser l'unité pour l'action. Mais les mineurs doivent se souvenir de leur caractère d'hommes politiques qui ont eu lieu chez eux, pour assurer une issue victorieuse à leur lutte, ils doivent se rendre compte que les comités de base qui constituent des comités de base ouvriers, tous les syndicats et tous les comités de base, indépendants qui sont les plus nombreux. Ils doivent prendre leurs affaires en main, suivant les indications de Guy Mollet, les dirigeants majoritaires du parti socialiste ont toujours utilisé l'argument que nous évoquons plus haut ; à la crainte de bloquer les rangs du système « Guy Mollet » Laocost, qui comptent sans doute parmi les plus nombreux, ils ont peur de l'impérialisme. Non qu'ils soient par principe opposés à tout essai de règlement d'un moment à l'autre, mais l'impérialisme. Mais la politique dite de la « pacification » est leur œuvre.

Charles LEMOINE.

COMPROMIS et TRAHISON

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

Messieurs Thorez et Ducloux ont énoncé par deux fois les compromis qu'ils ont fait pour un « compromis algérien » avec les partis de gauche, c'est-à-dire : Socialistes ; Mollet, Laocost, Radicaux valaisiens ; Bourgeois-Maunouy ; U.D.S.R. ; Pleven.

U.S.T.A. (Union locale de Lille)

Lors d'une réunion extraordinaire, nous, responsables des différents corporations syndicales de l'U.S.T.A. de Lille et sa région, avons adopté la résolution ci-dessous. Asses, secrétaire général de notre fédération de France U.S.T.A., assurant par ailleurs, secrétaire des gages et par ceux qui se réclament d'un patriotisme enclaud pour tromper la classe ouvrière algérienne.

1° Déjà élus par les précédents assés de la fédération de France U.S.T.A., nous sommes plus que jamais convaincus de l'importance de l'assés de notre fédération de France U.S.T.A., assurant par ailleurs, secrétaire général de notre fédération de France U.S.T.A., assurant par ailleurs, secrétaire des gages et par ceux qui se réclament d'un patriotisme enclaud pour tromper la classe ouvrière algérienne.

2° Dénonçons comme responsables de ces actes indignes, les agents du F.L.N. et de l'U.S.T.A. qui ont agité du colonialisme aux abois et dont les intérêts particuliers ont toujours passé avant l'intérêt général du peuple algérien et de sa classe ouvrière.

3° Reaffirmons notre volonté inébranlable de continuer le combat pour l'émancipation du peuple algérien et de la classe ouvrière algérienne.

4° Attirons l'attention de l'opinion publique française et internationale sur les conséquences qui peuvent résulter de la participation de la Confédération internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) qui, en relâchant la pression de l'U.S.T.A. au sein de la centrale algérienne, n'a fait qu'accroître les tensions et les divisions au sein du parti de la classe ouvrière algérienne.

5° Conscients de notre devoir syndical, nous poursuivons la lutte jusqu'à la victoire finale.

Devant l'agitation sociale actuelle, due en partie à l'insulte guerre d'Algérie, nous, responsables de la fédération de France par jour, bureau de l'Union Locale U.S.T.A. de Lille et sa région, nous avons décidé de réunir les militants de l'U.S.T.A. de Lille et sa région, à associer avec leurs camarades français et toutes les autres organisations algériennes dans toutes les revendications.

Dans l'intérêt général de la classe ouvrière, nous estimons qu'il faut appeler à toutes les organisations syndicales françaises et algériennes à se réunir dans toutes les revendications.

6° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

7° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

8° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

9° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

10° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

11° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

12° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

13° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

14° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.

15° Nous estimons que les revendications algériennes et justes dans le cadre des organisations syndicales françaises, il est un fait normal que ces derniers comprennent et appuient les revendications algériennes, tant sur le plan général, exemplairement, que sur le plan particulier, à l'égard des accès aux postes de maîtrise, respect de la dignité humaine et dignité sous toutes ses formes, l'ouvrier algérien travaille et nécessaire une telle revendication.